

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2024/ 476

Interdiction de stationnement,
Occupation du domaine public,

Du lundi 14 Octobre 2024,
au vendredi 25 Octobre 2024,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 108 du 10 avril 2019 portant révision sur
les tarifs communaux à partir du 1^{er} janvier 2019,

CONSIDÉRANT qu'en raison d'une installation d'un
échafaudage sur la voie publique, il est nécessaire
d'autoriser l'occupation du domaine public et
d'interdire le stationnement sur 2 places, au droit du
5 Avenue du Maréchal de Tassigny.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant
sur 3 places, au droit du 5 Avenue du Maréchal de Tassigny, du lundi 14 Octobre 2024 au vendredi 25 Octobre
2024.

Article 2 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à **M. PILARDEAU**, afin d'y positionner
un échafaudage, au droit du 5 Avenue du Maréchal de Tassigny, du lundi 14 Octobre 2024 au vendredi 25
Octobre 2024.

Article 3 : L'entreprise mettra en place toutes les mesures de protection nécessaires vis-à-vis des
piétons et de la circulation.

Article 4 : L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en
place de son balisage.

Article 5 : L'entreprise effectuant les travaux est dans l'obligation de la mise en place d'une déviation
de trottoir pour les piétons.

Article 6 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont
de 0.80€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.60€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.80€/m²/jour au-delà.

Article 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 8 : L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat
durant le chantier.

Article 9 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi
notamment au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site
www.telerecours.fr

Article 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 11 OCT. 2024

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation



Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire